

Le général LAURIE.—Les associations dont il a été question sont prêtes à avancer l'argent, si elles ont un moyen de se rembourser. Elles ne demandent pas au gouvernement de prendre la moindre responsabilité, mais elles prient de leur donner le moyen de retirer le capital qu'elles auront prêté.

M. TROW.—Le gouvernement devrait y regarder à deux fois avant de permettre aux propriétaires de homesteads de donner des hypothèques aux prêteurs d'argent d'Angleterre. Rien ne serait plus dommageable aux colons que de leur permettre d'engager leurs terres.

M. McNEILL.—Le général Laurie demande simplement que le projet soit étudié. Tous ceux qui connaissent les districts ruraux d'Angleterre savent que la classe d'immigrants dont parle le général est très désirable. Chez moi plusieurs de nos principaux agriculteurs aujourd'hui sont venus d'Angleterre dans les mêmes conditions que propose le général. Ils sont venus avec rien autre chose que leur hache et ils possèdent aujourd'hui de belles résidences pour leurs familles. C'est un fait qu'il ne faut pas oublier et nous ne devons pas traiter cette classe de personnes comme des indigents.

M. WILSON (Lennox).—Pourquoi le gouvernement se rendrait-il responsable. Si ces gens là ne peuvent payer leur passage, ce ne sont pas les immigrants qu'il nous faut.

Le général LAURIE.—Il n'est pas question de responsabilité; il s'agit seulement de trouver un système pour protéger les remises des avances faites.

M. WILSON.—Qui paiera l'organisation ?

Le général LAURIE.—Elle existe déjà. Nous avons tous nos agents d'immigration; il ne s'agit que de les utiliser et de les mettre en relation avec les gens de la mère-patrie.

L'hon. M. CARLING.—La question a été étudiée et le gouvernement ne veut prendre aucune responsabilité. Ces gens là veulent fournir le capital nécessaire pour établir les immigrants et nous demandent de nous rendre responsables du remboursement. Ce serait mettre le gouvernement dans la nécessité de forcer ces gens là à payer. Le gouvernement ne veut pas se charger d'une pareille besogne et je ne crois pas qu'il serait sage de le faire. Nous avons notre organisation et nous donnons toutes les facilités possibles aux colons. Nous leur donnons les informations dont ils ont besoin, nous leur fournissons des guides qui les conduisent sur les terres colonisables et leur expliquent nos règlements. Quant à prendre la moindre responsabilité au sujet des avances qui peuvent être faites aux immigrants, le gouvernement s'y oppose.

Le général LAURIE.—L'honorable ministre se méprend, je crois, sur ma proposition. J'ai dit qu'il y avait en Angleterre une classe d'ouvriers qui n'ont jamais devant eux l'argent nécessaire pour payer leur nourriture seulement pendant une semaine. On comprend que ces gens là sont incapables de payer leur passage; mais il y a des gens charitables qui sont disposés à leur avancer l'argent nécessaire. Vous en avez la preuve dans la lettre que je vous ai communiquée et qui vient d'un officier en retraite, un des mes anciens frères d'armes. Ces personnes sont prêtes à payer le passage d'une vingtaine de ces ouvriers ou plutôt d'un groupe de ce nombre, comprenant hommes, femmes et enfants. Tout ce qu'il demandent c'est une organisation quelconque qui puisse les aider à se faire rembourser. Ces ouvriers sont ignorants et ne sauraient comment faire remise d'une piastre en Angleterre; les mandats-poste sont chose inconnue pour eux. Les bienfaiteurs désireraient qu'on leur donnât le moyen de percevoir la moitié, par exemple, du salaire de leurs protégés quand ces derniers y consentiraient, et que ces remises leur soient faites par l'entremise du gouvernement. Les agents d'immigration pourraient être chargés de ce soin. Les immigrants en question ne sont pas préparés à diriger une ferme et l'on aurait tort de vouloir les placer sur des terres. Ce sont des ouvriers, et nous avons besoin d'ouvriers pour prendre la place de notre jeunesse trop ambitieuse pour accepter cette condition humble. J'emploie moi-même des ouvriers et j'en suis venu à cette conclusion là. Nombre de personnes se plaignent de ne pas trouver assez de mains pour leurs travaux. Pourquoi ne pas aller les prendre en Angleterre. Les anglais